



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle  
et de l'appui territorial  
Mission des Politiques environnementales

AP n° 82-2024-06- 04 - 00003

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PORTANT MISE EN DEMEURE**

société «Prestige Immobilière de Picardie»  
lieu-dit « Le Bois Montbourcher »  
49220 CHAMBELLAY

exploitant un entrepôt logistique ZAC de Prouxet – Avenue Jean Monnet -  
82400 VALENCE D'AGEN

en application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement

installation classée pour la protection de l'environnement

Le Préfet de Tarn-et-Garonne,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

**VU** le Code de l'environnement ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;

**VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

**VU** l'arrêté préfectoral 07-1959 du 7 novembre 2007 autorisant l'exploitation par la SAS ID LOGISTICS de l'installation sise ZAC de Prouxet - Avenue Jean Monnet - 82400 Valence-d'Agen ;

**VU** le courrier du 25 avril 2023 de demande de changement d'exploitant au profit de la société « Prestige Immobilière de Picardie » dont le siège social et sis au lieu-dit « Le Bois Montbourcher » à CHAMBELLAY (49220) ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 25 mars 2024, réceptionné par l'exploitant le 2 avril 2024 par lettre recommandée avec accusé de réception conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du Code de l'environnement ;

**VU** l'absence de réponse de l'exploitant dans les délais prescrits ;

**CONSIDÉRANT** qu'il a été constaté lors de la visite du 5 mars 2024, réalisée par l'inspection des installations classées, notamment :

- défaut de mise en place d'un suivi des quantités de produits effectivement stockés sur site ;
- absence de conditions adaptées pour le stockage d'aérosols ;
- non réalisation des actions correctives permettant de lever les observations formulées par l'organisme lors du contrôle du système d'extinction automatique de type sprinkleur ;
- absence d'un plan de défense incendie adapté et cohérent aux activités effectivement effectuées sur son établissement.

**CONSIDÉRANT** que ces manquements sont susceptibles d'aggraver les risques d'accident dont l'établissement pourrait être à l'origine notamment en matière d'incendie ;

**CONSIDÉRANT** que ces manquements constituent une atteinte potentielle aux intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'environnement;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions réglementaires susvisées;

**SUR proposition** de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

### **ARRÊTE**

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Mise en demeure

la société Prestige Immobilière de Picardie, sise lieu-dit « Le Bois Montbourcher » - 49220 CHAMBELLAY, qui exploite un entrepôt logistique ZAC de Prouxet – avenue Jean-Monnet – 82400 VALENCE-D'AGEN est mise en demeure sous un délai de trois mois, de respecter les points suivants de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 :

- point 1.4 en mettant en place un suivi des quantités de stockage effectivement présentes sur le site ;
- point 8 en encadrant les conditions de stockage des produits aérosols présents sur son site par la mise en place d'une zone dédiée et des conditions adaptées (dispositifs de prévention des projections en cas d'incendie).
- point 13 en transmettant le rapport de contrôle de bon fonctionnement de la détection incendie au titre de l'année 2024 et en réalisant les actions correctives permettant de répondre aux observations relevées par l'organisme lors du contrôle du système d'extinction automatique de type sprinkleur. La qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage.
- point 23 en établissant un plan de défense incendie adapté et cohérent aux activités effectivement effectuées sur son établissement.

#### **ARTICLE 2** : Délais

Les délais courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

#### **ARTICLE 3** : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne seraient pas satisfaites dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du Code de l'environnement.

#### **ARTICLE 4 : Information des tiers**

Conformément à l'article R.171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

#### **ARTICLE 5 : Exécution**

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) d'Occitanie, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Tarn-et-Garonne et dont une copie sera transmise au maire de Valence d'Agen, au Sous-préfet de l'arrondissement de Castelsarrasin et au chef de l'unité interdépartementale de la DREAL d'Occitanie et sera notifiée à la société Prestige Immobilière de Picardie.

Le préfet,

A Montauban, le **04 JUIN 2024**

Pour le préfet,  
La secrétaire générale,

  
**Edwige DARRACQ**

#### **Délais et voies de recours**

En application des dispositions inscrites au Code de l'environnement et notamment son article L.171-11, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément au Code de justice administrative, il peut être déféré au tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 TOULOUSE – Tél : 05.62.73.57.57), par la personne qui en fait l'objet, par voie de recours formée contre une décision, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) ».

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Tarn-et-Garonne – 2 Allée de l'Empereur – 82000 Montauban. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai sus-mentionné.